

NOTE DE LECTURE

L'ÉCONOMIE POST-COVID

Laurent Braquet, Professeur, SES, Académie Rouen

Patrick Artus et Olivier Pastré analysent dans leur dernier ouvrage les implications considérables de la crise du COVID-19 sur nos économies et nos sociétés. S'ils estiment que « *nous sommes dans une situation de telles incertitudes que la seule vertu scientifique est celle de la modestie* », ils montrent que cette crise est inédite car profondément cumulative et multidimensionnelle. En effet, elle produit un choc à la fois macroéconomique (choc d'offre lié au confinement, crise des pays émergents, monétisation des dettes publiques), microéconomique (réorganisation du travail des entreprises), structurel (avec la réorganisation des chaînes de valeurs globales, une accélération du processus de destruction créatrice entre les secteurs de l'économie, et une refonte de la gouvernance des entreprises), mais aussi politique et géopolitique.

Les auteurs souhaitent, dans ce livre, déconstruire les fausses solutions qui rencontrent pourtant un certain écho médiatique, faire le point sur nos certitudes (et les incertitudes) face à cette crise, et tracer quelques perspectives pour la conduite de la politique économique qui ne pourra échapper à certaines ruptures.

L'ampleur de la crise et les leçons de l'Histoire

Pour affronter une telle crise, Patrick Artus et Olivier Pastré considèrent qu'il faut tout d'abord prendre le recul nécessaire en se plongeant dans l'Histoire. Les épidémies ne datent pas d'hier. Mais l'Histoire montre également que ces pandémies se sont toujours accompagnées par le passé de la recherche de « *boucs émissaires* », à l'instar aujourd'hui de la crise du COVID-19 qui conduit à des tensions fortes entre la Chine et les États-Unis, avec des conséquences concrètes en termes de contraction du commerce international, ou, dans les débats économiques, à désigner le capitalisme « néolibéral » et la globalisation comme responsable des désordres. Si le capitalisme actuel présente des inefficacités, et pour évoluer vers un capitalisme plus inclusif, il faudrait que le système économique soit en mesure « *d'internaliser les diverses externalités* » qu'il provoque (chute de l'emploi industriel, creusement des inégalités, délocalisations excessives, endettement préoccupant, externalités sur l'environnement). Mais Patrick Artus et Olivier Pastré pointent trois obstacles :

- La défaillance des États : manque de vision stratégique à long terme, insuffisante coordination des politiques économiques et concurrence fiscale mortifère, incapacité à fixer un prix convenable du carbone, laissez-faire face à la mise en place d'une économie monopolistique, etc.
- Un affaiblissement des entreprises : chute de la rentabilité, endettement additionnel, affaiblissement de la productivité avec l'imposition des normes sanitaires liées au COVID-19, etc.
- Un rôle ambigu de la finance : si elle peut pousser à la prise en compte de normes de performances ESG (environnement-social-gouvernance) dans un nombre croissant d'investissements, elle peut inciter aussi à une recherche d'une rentabilité très élevée du capital.
- Dans le cadre de la crise que nous traversons, Patrick Artus et Olivier Pastré se prononcent dans cet ouvrage pour que l'on mette davantage en avant la logique du mutualisme, particulièrement adaptée à notre temps : principe de solidarité en faveur des populations les plus vulnérables, non obsession de la rentabilité et capitalisation des profits, gouvernance démocratique (1 sociétaire = 1 voix), un corpus que pourraient porter les jeunes générations et qui pourrait faciliter la sortie de crise.

Quelle politique économique face à la crise ?

Face au risque d'affaiblissement durable et dramatique de la croissance potentielle de l'économie française, Patrick Artus et Olivier Pastré proposent « *une politique économique de rupture* » autour de huit propositions :

- Un soutien aux catégories les plus touchées par un revenu universel ciblé sur les catégories les plus fragilisées (les jeunes et les précaires notamment) ;
- Une réforme des retraites pour alléger la pression fiscale sur les entreprises et les aider à investir ;
- Créer un choc de compétences par une réforme de la formation professionnelle et un investissement en capital humain pour accompagner les réallocations d'emplois entre les différents secteurs de l'économie ;
- Inventer un partenariat entreprises-État sur les technologies d'avenir : un soutien public par des commandes publiques, des financements et des orientations claires, et une prise de risque des entreprises autour de grands projets ;
- Refonder les normes prudentielles : un moratoire et un recalibrage des normes prudentielles de la banque et de l'assurance (Bâle III et Solvency II) ;
- Mener une véritable transition énergétique et la mise en place d'une taxe carbone ;
- Inverser le processus de décentralisation avec un éclaircissement en termes de répartition des pouvoirs entre les différents échelons administratifs en France ;
- Opérer une rénovation du syndicalisme et de son financement pour le rendre plus transparent ;